

Forum & débats

« Œuvrer à la transition écologique me paraît la plus noble façon d'honorer la dimension sapientielle de la vocation chrétienne. »

GAËL GIRAUD

ENTRETIEN GAËL GIRAUD, jésuite, chercheur au CNRS en économie

Face à l'enlisement de la crise en Europe, cet économiste prône un profond changement de modèle fondé sur le respect de l'environnement

« La transition écologique redonne du sens à l'histoire européenne »

Vous dénoncez dans votre livre une « illusion financière », de quoi s'agit-il ?
Gaël Giraud : C'est la croyance selon laquelle, lorsque les cours de la Bourse montent, cela va mieux pour l'ensemble de la société. Son corollaire est que leur effondrement est vu comme une fatalité contre laquelle nous ne pourrions rien. En réalité, la hausse des cours peut fort bien signaler le gonflement d'une nouvelle bulle spéculative. Inversement, les krachs boursiers (un tous les quatre ans, en moyenne, depuis les années 1980) ne sont pas une fatalité : il est possible de s'en prémunir, à condition de réglementer les marchés et les métiers bancaires.

Vous attribuez dans cette crise une responsabilité majeure aux banquiers et aux hommes politiques que vous dites « muselés par le mensonge structurel »...

G. G. : Une banque, en effet, ne peut jamais avouer publiquement qu'elle va mal : ses clients la déserteraient aussitôt et elle se retrouverait ruinée. Ainsi, les quatre premières banques françaises ont emprunté 200 milliards d'euros à la Banque de France début novembre, dans la plus grande discrétion, tout en affirmant qu'elles se portent bien.

Ce mensonge sur l'état de santé réel des banques est structurel, il ne dépend pas de la vertu de tel ou tel banquier. Quant aux politiques, beaucoup sont « capturés » par le chantage bancaire : s'ils révélaient au public l'étendue des pertes, non seulement tel ou tel établissement ferait faillite, mais le pays lui-même serait entraîné dans la tourmente. Le lobby des banques profite de cette discrétion obligée pour bloquer beaucoup de réformes : torpiller le projet de banque publique d'investissement, vider de son contenu le projet de séparation bancaire, ne pas faire appliquer les règles prudentielles de Bâle III...

N'est-ce pas là une critique populiste ?

G. G. : La plupart des politiques et des banquiers sont des personnes de « bonne volonté ». Pas tous, cependant. En outre, le problème ne dépend pas, d'abord, de l'honnêteté individuelle. Jean-Paul II parlait de « péché structurel » et c'est à ce niveau



Gaël Giraud, jésuite. « Quand Jésus chasse les marchands du Temple, serait-ce du populisme ? »

qu'il convient de comprendre le pouvoir de nuisance de certaines banques. Déjà, en 1931, Pie XI, dans l'encyclique *Quadragesimo anno*, dénonçait la dictature financière. Et récemment, le Conseil pontifical Justice et Paix a demandé des réformes très concrètes - la taxe Tobin et la séparation bancaire -, tandis que certains eurodéputés ont poussé à la création de Finance Watch, un observatoire européen de la réglementation financière. Est-ce du populisme ? Quand Jésus chasse les marchands du Temple, serait-ce du populisme ?

En quoi consiste la transition énergétique que vous prônez ?

G. G. : L'enjeu climatique est chaque jour plus alarmant. La Conférence épiscopale de France a publié cet été une déclaration remarquable sur les enjeux

écologiques. Par ailleurs, l'énergie contribue pour 70 milliards d'euros au déficit commercial annuel français. Il est donc vital d'amorcer la transition énergétique et climatique annoncée par François Hollande. Cela passe par la rénovation thermique des bâtiments, l'éco-mobilité, l'industrie et l'agriculture.

Cela va-t-il au-delà d'un projet économique ?

G. G. : En effet. C'est « le » grand projet dont la société européenne a besoin pour les cinquante prochaines années : passer d'une économie héritée de la révolution industrielle, énergivore et destructrice de la Création, à une économie sobre, moins polluante, capable de restituer à nos enfants un monde habitable. L'Europe, si elle le voulait, pourrait devenir le leader mondial de la transition.

En avons-nous les moyens ?

G. G. : La transition coûterait à la France environ 60 milliards d'euros par an et cinq fois plus pour la zone euro. C'est beaucoup moins cher que de sauver les banques ! - rappelons que Mario Draghi a mis 1 000 milliards à la disposition des banques entre décembre 2011 et février 2012. Le principal obstacle, c'est justement le secteur financier : tant que les marchés

continueront de promettre des rendements extravagants de 15 % par an, ils poursuivront la déstructuration de l'industrie française et européenne, et capteront une épargne qui ne pourra pas s'investir dans la transition écologique, car celle-ci a une rentabilité faible. Son principal « rendement », c'est de redonner du sens à l'histoire européenne.

Avez-vous des raisons d'espérer ?

G. G. : Énormément, parce que beaucoup de Français « de la base » font preuve d'inventivité : l'économie sociale et solidaire est en plein essor - regardez les initiatives de Christophe Chevalier à Romans-sur-Isère - et je suis émerveillé par l'ingéniosité déployée face aux défis écologiques, comme la maison autonome en énergie et en eau des Baronnet,

près de Nantes. Les collectivités locales sont aussi capables de se mobiliser : Lille vient de demander à l'économiste Jeremy Rifkin d'aider la région à imaginer son futur. Je suis frappé par l'impatience de nombreux cadres de grands groupes industriels d'amorcer la transition. Celle-ci créera au moins un million d'emplois non délocalisables pour la France. Enfin, je rencontre aussi des financiers qui cherchent à exercer leur métier autrement...

Pourquoi les chrétiens ne peuvent-ils pas se taire ?

G. G. : Parce qu'il y a au moins deux grandes traditions bibliques à honorer : le prophétisme, qui consiste à dénoncer les idoles, et la sagesse, qui fait redécouvrir, dans l'épaisseur du quotidien, le travail de Dieu dans nos vies. Dénoncer l'idolâtrie de marchés financiers dérégulés appartient de plain-pied à la tradition prophétique. Et œuvrer à la transition écologique me paraît aujourd'hui la plus noble façon d'honorer la dimension sapientielle de la vocation chrétienne. Or, chacun peut soutenir les campagnes du CCFD contre les paradis fiscaux et les initiatives locales de l'économie sociale, placer ses économies dans une banque qui n'entretient pas de relations avec les paradis fiscaux... Des gestes à la portée de tous.

RECUEILLI PAR MARIE DANCER

REPÈRES

UN JÉSUIE EXPERT DE LA FINANCE

● L'ouvrage *Illusion financière, pourquoi les chrétiens ne peuvent pas se taire* est paru aux Éditions de l'Atelier (174 p., 17 €).

Son auteur, Gaël Giraud, est jésuite, normilien, économiste au CNRS et à l'École d'économie de Paris. Il enseigne également au Centre Sèvres-Facultés jésuites de Paris.

● Il a codirigé, avec Cécile Renouard, religieuse de l'Assomption, le livre *Vingt propositions pour réformer le capitalisme*, réédité cette année en format de poche chez Flammarion (486 p., 11 €).